

POUR UN MOIS DE MAI de résistance et d'espoir

Après les mobilisations exceptionnelles des 29 janvier et 19 mars dernier, tous ensemble pour un 1^{er} Mai de convergence des luttes et de transformation sociale !

La colère est puissante et ne se dément pas. Des millions de salariés ont manifesté lors de grandes journées d'action unitaire. Des luttes se multiplient dans les entreprises pour défendre l'emploi ou pour les salaires.

Stocks options, parachutes dorés, bonus, rémunérations scandaleuses des grands patrons, annonces quotidiennes de licenciements : c'est insupportable !

L'unité syndicale demeure ; tout cela constitue un formidable point d'appui pour le monde du travail. Cela rend Sarkozy et le MEDEF fébriles, car la question du changement de société est posée avec force.

Chacun le constate, le système capitaliste conduit aujourd'hui à la mise au chômage de centaines de milliers de salariés, à la montée de la précarité, à la casse de l'industrie et des services, à la destruction de savoir-faire dans le monde entier. **Il y a besoin de réformes radicales !**

L'utilisation de l'argent est au cœur de toutes les luttes. Leurs convergences et l'unité sont notre force.

Nous ne paierons pas leur crise ! Au contraire, la situation exige l'augmentation des salaires et des pensions, mais aussi l'investissement dans l'industrie et les services, la formation, la recherche et l'emploi pour répondre aux besoins de notre peuple.

Ce ne sont pas les 360 milliards d'euros d'argent public que Sarkozy a versé aux entreprises et aux banques sans aucun contrôle, ni le plan de relance européen de 200 milliards, ni les mesures du G20 qui nous sortiront de cette situation. Car toutes ces mesures sont insuffisantes et ne s'attaquent pas aux causes de la crise.

Le capitalisme n'est ni moral, ni immoral, il est amoral !

Il faut des pouvoirs aux travailleurs leur permettant d'intervenir sur l'utilisation de l'argent, la gestion des entreprises !

Les communistes proposent de mettre en débat des lois novatrices. **Le 28 mai, les députés communistes soumettront au vote trois projets de lois pour porter à l'Assemblée nationale les exigences des mouvements sociaux.**



Ils porteront des propositions alternatives visant notamment à prévenir les licenciements économiques et à sauvegarder l'emploi, à augmenter les salaires, à donner des droits nouveaux aux salariés et à leurs instances représentatives, à promouvoir une autre répartition des richesses en proposant :

- **des pouvoirs aux salariés** leur permettant de s'opposer aux licenciements et d'agir pour une autre gestion des entreprises, une autre utilisation de l'argent et du crédit
- **l'interdiction des licenciements** pour les entreprises qui distribuent des dividendes – droit de veto suspensif des Comités d'entreprise pour toute suppression d'emploi et obligation d'examen des contre-propositions des salariés
- le développement, avec **un pôle public bancaire**, d'un nouveau crédit sélectif, permettant de baisser les charges financières des entreprises qui développent l'emploi et la formation ; l'arrêt des exonérations de cotisations sociales patronales et l'aide aux PME et TPE
- **le contrôle de l'utilisation des fonds publics** en les mettant au service de l'emploi et de la formation, la suspension de toute aide de l'État aux groupes qui veulent supprimer des emplois et le remboursement des aides indûment perçues
- **l'annulation des suppressions d'emplois publics**, le développement des services publics dans tous les territoires : Poste, école, santé, université...
- **des mesures urgentes de justice sociale** en faveur de l'emploi, des salaires et du pouvoir d'achat : augmentation des salaires, retraites et minima sociaux; SMIC à 1 600 euros
- **fiscalité** : annulation du bouclier fiscal et suppression des stock-options
- **Europe** : respect du vote majoritaire du peuple français contre le TCE avec la sortie des traités de Maastricht, Nice ou Lisbonne pour construire une Europe, libérée des dogmes ultralibéraux, celle de la solidarité, de la fraternité, de la paix : une Europe des peuples.

Le 28 mai prochain dans l'unité, la convergence des luttes, la solidarité du monde du travail, nous pouvons ensemble donner un prolongement à la mobilisation du 1er mai, contribuer à transformer la colère en alternative politique jusqu'au Parlement. Le 7 juin, unis dans les rues et dans les urnes avec le Front de gauche ! Le vote pour donner un carton rouge au capitalisme et inventer une autre Europe que celle des marchés, des dividendes et des profits.



Le Parti communiste au cœur des rassemblements populaires et citoyens pour changer les politiques en France, en Europe et dans le monde

- Je désire être informé-e des initiatives du Parti communiste français
- Je décide d'être membre du Parti communiste français
- Je verse _____ euros (chèque à : Association de financement du PCF)

Prénom et nom _____

Adresse _____

Téléphone, courrier électronique _____